

 **Déclaration liminaire de la Fédération Syndicale Unitaire**

 **CDEN de la Somme – 1er juillet 2021**

Madame la Préfète, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Mesdames et Messieurs les élu-e-s, Mesdames et Messieurs les représentant-e-s des parents d’élèves et des personnels,

Enfin ! Enfin, nous arrivons aux termes d’une année scolaire très difficile et épuisante pour tous, année marquée par un manque d’anticipation du Ministre des mesures à prendre pour faire face à une crise sanitaire sans précédent, qui a engendré une désorganisation générale imposée aux personnels et aux élèves tout au long de l’année scolaire.

A la fin de ladite année scolaire, l’improvisation continue dans la gestion des examens. Le Grand Oral, totem du Bac Blanquer, a donné lieu à des recommandations diverses et variées selon les académies. Les équipes pédagogiques sont en plein désarroi. Parcoursup, en laissant de nombreux lycéens sans proposition pour l’an prochain, creuse toujours plus les inégalités et réalise pleinement son objectif : masquer, par une sélection effrénée, le manque de places à l’université. La désorganisation engendre fatigue et injustices. Qu’importe au ministre. L’intendance doit suivre.

S’agissant des examens, la FSU apporte tout son soutien aux collègues mobilisé.e.s dans l’académie, en particulier les professeur.e.s de Philosophie, pour dénoncer les conditions de correction, convocations à la dernière minute, corrections imposées 100 % sur écran qui induit une fatigue supplémentaire, attributions de lots supplémentaires au dernier moment… c’est la désorganisation à tous les étages qui prime. La FSU soutient celles et ceux qui sont en grève aujourd’hui pour obtenir des délais supplémentaires pour corriger consciencieusement les copies des candidats malgré des conditions de travail déplorables.

Dernier épisode en date concernant le baccalauréat : le ministre Blanquer achève le diplôme national en instaurant des « ajustements » qui pérennisent le contrôle continu et organisent les enseignements d’une manière toujours plus inégalitaire, le ministre choisit donc de généraliser une évaluation locale qui consacre ainsi le principe de l’inégalité de traitement et fait de la réputation du lycée d’origine un élément discriminant essentiel pour l’accès à l’enseignement supérieur. Il choisit aussi de faire de l’évaluation un outil de management pour contraindre les pratiques pédagogiques et soumettre les personnels aux pressions directes de la hiérarchie, des familles et des élèves dont on peut déjà aujourd’hui mesurer les effets délétères. Un décret et un arrêté seront soumis pour avis au Conseil supérieur de l’éducation le 8 juillet prochain. Ces textes réglementaires ne sont pas des ajustements techniques mais transforment une fois de plus toute l’architecture de l’examen.

Jean-Michel Blanquer restera comme le ministre qui a enterré la promesse républicaine d’un baccalauréat national et terminal, préférant instrumentaliser la crise sanitaire pour imposer à marche forcée un baccalauréat de plus en plus local.

Dans le même temps, méthodiquement, le ministre poursuit par petites touches son entreprise de remodelage du système éducatif. Il décline avec zèle la ligne gouvernementale qui consiste à opérer un glissement d’une Fonction publique de carrière à une Fonction publique d’emploi, ouvrant ainsi la voie à l’arbitraire et au clientélisme. Ajoutons, pour faire bonne mesure, un soupçon d’autoritarisme et une pincée de pression sur les personnels et le tableau sera complet.

Le Grenelle de l’Éducation entérine la non-revalorisation des personnels : toujours moins ! De 700 millions à 400 millions, pour finalement aboutir à une ridicule enveloppe de 265 millions pour 2022 pour les quelques 800 000 enseignant-es de ce pays. Quelques dizaines d’euros d’augmentation par mois pour les plus chanceux en début de carrière et rien pour les autres !

Pour ce qui est du premier degré, en cette fin d’année, force est de constater que malgré le déploiement des fonctionnaires stagiaires sur les journées de compensation des directeurs et directrices, il n’y a plus aucun personnel remplaçant disponible pour assurer des remplacements connus de longue date, des remplacements institutionnels ou des remplacements de dernière minute. Les personnels en ont assez de cette situation qui désorganise les écoles et c’est hélas la démonstration qu’il était nécessaire de recruter des personnels sur liste complémentaire comme nous le réclamons unanimement depuis la rentrée ! Et ce n’est pas la start-up privée Andjaro, dont nous contestons l’existence même au sein de notre service public, qui réglera cette pénurie !

L’épuisement professionnel est général et malgré nos alertes permanentes vous n’avez, Monsieur l’Inspecteur d’académie, en rien cherché des solutions pour y remédier, bien au contraire !

En effet, en cette fin d’année scolaire vous avez convoqué les enseignante-s de GS en REP+ à 2 jours complets de formation les mercredis 16 et 30 juin, ignorant de fait les organisations de vie personnelles et professionnelles et l’extrême fatigue des personnels. Il eût été possible de prévenir les enseignant-e-s en poste ou ayant candidaté sur ces postes que ces formations étaient prévues pour leur permettre de ne pas avoir à s’organiser au dernier moment. Vous avez également demandé aux équipes enseignantes d’effectuer le bilan du projet d’école, et ce, pour le 30 août, alors même que l’année scolaire se termine bien le 6 juillet et que la pré-rentrée aura lieu le 31 août. Le bilan des projets d’école, mis en suspens par presque un an et demi d’école sous covid, les équipes ayant donné la priorité de leur énergie professionnelle à l’adaptation permanente aux changements de protocole, n’est absolument pas la priorité en ce moment !

Nous dénonçons fortement aussi le démantèlement du service public d’Éducation nationale par le recours à des personnels contractuels en M2 dès la rentrée scolaire prochaine, personnels non formés, non qualifiés, mal payés, surchargés de travail et taillables et corvéables à merci. Des personnels aux statuts différents mais devant assurer les mêmes missions vont se côtoyer dans les écoles, c’est inadmissible ! A même métier, même statut ! D’ailleurs, nous souhaiterions savoir combien de candidatures de M2 ont été déposées et combien ont été retenues.

La situation des RASED dans le département nous préoccupe fortement. En effet, alors qu'il manquait déjà des postes ADP, ADR et de psychologues scolaires, à l'issue du mouvement du personnel nous apprenons que 4 postes ½ ADR et 8,25 postes d’ADP sont restés vacants, ces derniers étant même gelés. Nous demandons que des personnels volontaires puissent être affectés sur ces postes à titre provisoire, et que ces personnels bénéficient d'un accompagnement de la part des équipes de formateurs en ASH. Après plus d'un an de crise sanitaire, c'est bien de RASED complets dont les élèves ont besoin pour les accompagner et les soutenir dans leurs apprentissages.

Pour en venir à l’ordre du jour, nous nous réjouissons de constater qu’aucune fermeture de classe ne sera proposée lors de ce CDEN et vous en remercions. Nous souhaitons savoir combien de postes disponibles il vous restera à l’issue des opérations de carte scolaire.

Lors de cette séance nous interviendrons sur un certain nombre de situations d’école où les effectifs sont chargés et reviendrons également sur des situations restées en observation à l’issue du CDEN du 18 février et du CTSD du 22 juin.

Concernant l’ASH, nous aimerions par ailleurs connaître le nombre d’orientations en ULIS/IME/SEGPA/ITEP non satisfaites faute de places dans ces structures.

Nous désirons également qu’en CDEN la question de la ruralité soit évoquée avec l’aménagement du tissu scolaire dans le département, avec un premier bilan de la convention ruralité et des Territoires Educatifs Ruraux.

Nous demandons aussi un bilan des déscolarisations d’élèves depuis la rentrée pour instruction au sein de la famille : est-ce stable, cela a-t-il évolué en cours d’année ?

Pour en venir à l’étude du document « ajustements des moyens »dans es collèges, celui-ci fait état de 5 ouvertures de classes en collèges. Nous saluons l’absence de « fermetures » ainsi que vous vous y étiez engagé en février dans cette instance, la FSU avait en effet partagé votre souhait de ne pas désorganiser les équipes à quelques jours des congés d’été. Cependant, des collègues nous ont informé-e-s de demandes de renvoi d’heures de votre part. Cette méthode va engendrer nécessairement des suppressions de dispositifs d’aides pour les élèves, heures de groupe ou AP qui n’existeront pas à la rentrée.

Enfin, l’Observatoire national de l’activité physique et des comportements sédentaires a mené une enquête nationale visant à évaluer les effets potentiels du confinement sur le niveau d’activité physique et les comportements sédentaires de la population. Les résultats concernant les enfants et les adolescents sont édifiants et doivent retenir non seulement toute notre attention mais doivent nous inciter ici, comme la FSU l’a déjà dit à de nombreuses reprises, à nous saisir de la question de la santé physique de notre jeunesse comme d’une problématique majeure et à y apporter des réponses collectives, émanant aussi bien de l’Éducation nationale que des collectivités locales et territoriales. En effet, 42% des enfants, 58,7% des adolescents avaient des niveaux d’activité physique réduits et le temps assis et le temps d’écran ont augmenté, respectivement, chez 36,3% et 62,0% des enfants, 25,5% et 69,0% chez les adolescents. Des tests physiques et cognitifs menés dans des classes de CE1 par les chercheurs de l’ONAPS ont mis en lumière une baisse réelle et conséquente des capacités physiques et cognitives des élèves après le confinement, ainsi qu’une prise de poids de 2à 3kg en moyenne. Pouvons-nous enfin mener dans cette instance un débat réel et approfondi sur cette question primordiale ?

La rentrée se fera donc sous un jour particulier, avec des personnels et des élèves ayant pu être éprouvés par l’épidémie, avec des différences accrues de niveaux scolaires, des publics déjà fragiles, notamment en éducation prioritaire, en LP, dans les territoires ruraux, particulièrement touchés par les conditions d’une scolarité dégradée. Afin d’éviter des conséquences durables de ce phénomène et ne pas risquer d’obérer le devenir de ces jeunes, il est nécessaire que des moyens exceptionnels soient attribués au système scolaire pour faire face à la situation consécutive à l’épidémie et au confinement.

La FSU, dans une intersyndicale large réunissant les syndicats SGEN-CFDT, UNSA, Sud Éducation, SNALC, réitère donc sa demande d’un collectif budgétaire pour la rentrée, de nature à permettre d’abonder les moyens pour le service public d’éducation, assurer la présence d’équipes pluri-professionnelles partout où les problèmes sont particulièrement criants, réduire les effectifs par classe et instaurer des groupes.

L’urgence appelle des réponses rapides et nos collègues, dont certains continuent de se mobiliser pour obtenir d’autres conditions de rentrée, attendent des solutions concrètes pour l’accompagnement de tous les jeunes dans leur scolarité.